

Centrafrique: opération française visant les milices chrétiennes

AFP le 17/12/2013 à 20:08



Un soldat français dans les rues de Bangui, le 17 décembre 2013 (AFP / Fred Dufour)

Après les ex-rebelles Séléka, l'armée française a mené mardi une nouvelle opération de désarmement à Bangui, visant cette fois les milices chrétiennes "anti-balaka", au moment où le Premier ministre Nicolas Tiangaye lançait un vibrant appel aux Centrafricains pour le retour "à la paix et à l'unité".

Les soldats français de l'opération Sangaris ont lancé à l'aube une opération de "sécurisation" à Boy-Rabe, quartier nord de la capitale et bastion des milices chrétiennes "anti-balaka" (anti-machettes, en langue sango). Elle impliquait des véhicules blindés, un hélicoptère, et s'est terminée à la mi-journée.

Proche de l'aéroport, le quartier de Boy-Rabe est un fief de l'ancien président François Bozizé, renversé en mars 2013 par l'ex-rébellion de la Séléka. Situé en limite de la brousse, Boy-Rabe sert de refuge à de nombreux miliciens "anti-balaka", en lutte contre l'ex-Séléka.



Membres des milices chrétiennes dans la banlieue de Bangui, le 17 décembre 2013 (AFP / Fred Dufour)

A la faveur d'une vaste offensive coordonnée le 5 décembre dans plusieurs quartiers périphériques de Bangui, ces miliciens ont pris part à de nombreuses attaques contre des civils musulmans qu'ils assimilent aux combattants de l'ex-rébellion Séléka, coalition à dominante musulmane au pouvoir depuis mars.

Bangui Boy-Rabe a été pillé à plusieurs reprises ces derniers mois par des hommes de la Séléka, qui y ont commis d'innombrables exactions. La population, chrétienne, et excédée par ces violences, y est largement acquise aux "anti-balaka", dont l'armement est généralement très sommaire.

"Nous avons des indices de possible présence d'anti-balaka" dans Boy-Rabe, a expliqué le général Francisco Soriano, qui commande le dispositif français en RCA, assurant que l'opération "s'est bien déroulée".

Les soldats français "bien accueillis"

L'armée française entame là, selon le général Soriano, une nouvelle étape de son désarmement des milices et groupes armés, débutée le 9 décembre à Bangui.

Neutralisés et consignés dans leurs casernes, de nombreux combattants de l'ex-Séléka étaient furieux de ce désarmement à sens unique selon eux, qui réduisait leur pouvoir et les laissait incapables de défendre la communauté musulmane face à la soif de vengeance des habitants --très majoritairement chrétiens-- de Bangui.



Un véhicule blindé de l'armée française à Bangui, le 15 décembre 2013 (AFP / Sia Kambou)

De nombreux Banguissois reprochaient également aux Français de rester sur les grands axes et de ne pas pénétrer en profondeur dans les quartiers, dédales de ruelles en terre aux innombrables maisonnettes, où se poursuivent toujours des violences --pillages et lynchages-- entre chrétiens et musulmans.

"Il n'y a pas eu de coups de feu. Ils ont regardé. Il y avait beaucoup de soldats" (français), a affirmé à l'AFP Augustin Ngoua Kouzou, un maçon venu travailler dans Boy-Rabe.

"Les soldats ont été bien accueillis par la population. C'est une bonne chose qu'ils viennent ici", a relaté un autre témoin. Un habitant a estimé: "c'est bien de désarmer aussi les anti-balaka (...). Il faut que tout le monde se calme".

De façon plus générale, le général Soriano a rappelé que l'armée française n'avait pas connu d'accrochage depuis vendredi dernier, après la mort de deux soldats tués par des assaillants non-identifiés.

L'officier supérieur s'est montré optimiste, soulignant que la circulation automobile a repris et que plus personne ne circule ostensiblement avec des armes dans la ville. "La situation reste fragile avec des attitudes et des propos pouvant être violents", a néanmoins reconnu le chef de Sangaris, qui a rappelé une nouvelle fois "l'impartialité" des forces françaises.

A Paris, un responsable français a reconnu que les services de renseignement français n'ont pas été en mesure de prévenir l'offensive des anti-balaka sur Bangui le 5 décembre, qui a déclenché la dernière vague de violences interreligieuses et précipité l'intervention militaire française.



Le président centrafricain Michel Djotodia, le 30 novembre 2013 à Bangui (AFP/Archives / Sia Kambou)

"On avait des indices que quelque chose se préparait, mais on ne savait pas quoi, ni quand", a révélé ce proche du dossier, sous couvert de l'anonymat, admettant les "difficultés rencontrées" par les renseignements français pour identifier et suivre les activités la multitude de groupes opérant aujourd'hui en RCA.

Le chef de la diplomatie française Laurent Fabius a annoncé que des pays européens déploieront bientôt des troupes au sol en Centrafrique, au côté des soldats français. Il n'a pas cité les pays en question, mais la Belgique a indiqué peu après envisager d'envoyer 150 soldats en RCA pour une "mission de protection" des aéroports.

"Préserver la concorde"

Sur le plan politique, le Premier ministre Nicolas Tiangaye a lancé un nouvel "appel au calme pour que la paix revienne".

"Il faut préserver l'unité nationale et la concorde. C'est le socle du pays. Un seul pays, un seul peuple", a déclaré à l'AFP M. Tiangaye, réfugié à l'aéroport depuis que sa maison a été pillée au cours des derniers événements.

"L'unité est notre seule richesse. Les conflits intercommunautaires ou interreligieux remettent en cause cette unité. J'en appelle au patriotisme pour qu'on fasse preuve de pardon et de tolérance", a-t-il lancé.

La discorde a éclaté au grand jour dimanche au sein du gouvernement, dominé par les pro-Séléka, avec le limogeage de trois ministres et du directeur du Trésor, décidé unilatéralement par le président (et ex-chef rebelle) Michel Djotodia.

Ce limogeage a été contesté par une partie du gouvernement, qui compte dans ses rangs d'anciens partisans de l'opposition démocratique (comme M. Tiangaye) et des partisans du président déchu Bozizé.

La France a pris le parti du Premier ministre, estimant que les limogeages étaient "de nature à aggraver encore l'instabilité".

Sur le plan humanitaire, la Centrafrique compte à ce jour près de 710.000 déplacés, dont 210.000 déplacés pour la seule ville de Bangui, selon une dernière évaluation du HCR.

Communiqué de presse du MCR sur la situation en RCA

edwige0076@gmail.com COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU MOUVEMENT
CENTRAFRICAÏN POUR LA RUPTURE, LE MCR (No 0001MCR/16/12/13) Paris, le 17
Décembre 2013. La date du jeudi 05 décembre 2013 restera à jamais gravée dans l'histoire
À webmaster@sangonet.com

Aujourd'hui à 3h42 PM

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU MOUVEMENT CENTRAFRICAÏN POUR LA RUPTURE, LE MCR

(No 0001MCR/16/12/13)

Paris, le 17 Décembre 2013. La date du jeudi 05 décembre 2013 restera à jamais gravée dans l'histoire de la République Centrafricaine. Cette page de l'histoire qui marquera sans doute l'ouverture d'une ère nouvelle est écrite à l'encre rouge symbolisant le sang versé du peuple centrafricain. Peu importe le nombre de victimes qui est largement supérieur aux 600 annoncées, celui-ci nous ramène tout simplement au constat d'une tragédie humaine ou encore bien plus, d'un carnage pour paraphraser le président français François Hollande.

Le Mouvement Centrafricain pour la Rupture, le M.C.R, condamne fermement et vigoureusement ces crimes odieux et barbares qui viennent entraver le long et sinueux chemin de la réconciliation nationale.

Le M.C.R invite toute la classe politique centrafricaine cloîtrée dans un silence éloquent à faire preuve de décence vis à vis du peuple fortement meurtri et ébranlé par ces récents événements et à prendre ses responsabilités.

L'histoire, témoin indéniable de ce spectacle macabre jugera devant l'humanité toute entière non seulement les autorités de la transition qui portent une grande responsabilité dans les événements actuels, mais aussi, tous ces hommes et femmes politiques qui se sont relayés depuis des décennies à la tête de l'état et qui ont laissé de manière irresponsable grandir inexorablement les prémisses de ce à quoi nous assistons aujourd'hui.

Le Mouvement Centrafricain pour la Rupture rend un vibrant hommage au gouvernement français qui a su prendre ses responsabilités en tant que patrie des Droits de l'Homme et peser de tout son poids en faveur du vote de cette résolution aux Nations Unies autorisant l'intervention d'une force militaire pour sécuriser le pays.

Le M.C.R exhorte les pays de l'Union Européenne, les Etats Unis et tous les pays épris de démocratie à se joindre à la France dans son noble combat pour que triomphe la démocratie en République Centrafricaine.

Le Mouvement Centrafricain pour la Rupture adresse ses remerciements les plus chaleureux aux Chefs religieux chrétiens et musulmans qui main dans la main se sont substitués aux autorités de la transition pour apporter le message de paix dans les quartiers de Bangui et sur toute l'étendue du territoire Centrafricain et plaider pour une réconciliation immédiate.

Le M.C.R saisit cette occasion pour appeler tous les centrafricains à vivre en paix et en harmonie comme cela a toujours été la coutume en République Centrafricaine. Son histoire montre très clairement que son peuple est un peuple pacifiste, il ne serait donc pas question de se laisser aspirer ou distraire par cet esprit de haine tribale et confessionnelle aux racines diaboliques qui n'est prôné par aucune religion.

Le Mouvement Centrafricain pour la Rupture invite le peuple centrafricain à s'atteler à tourner très vite cette sombre page hélas indélébile de l'histoire de sa nation en s'appuyant sur le socle de la paix, de la fraternité et de la réconciliation. Ce socle inébranlable devra servir de rampe de lancement pour un retour rapide à la légalité constitutionnelle et à la démocratie afin que le peuple puisse enfin être libre et commencer à reconstruire le pays dévasté.

Le MCR réitère une fois de plus ses vives félicitations et encouragements à la Société civile centrafricaine et à toutes ces ONGs qui sont sur le terrain et face à cette crise humanitaire sans précédent en République Centrafricaine.

Le Mouvement Centrafricain présente ses condoléances les plus attristées aux familles des deux soldats français tombés au combat pour la République Centrafricaine et à tout le peuple centrafricain qui continue d'enterrer ses morts. Le soleil finira par briller sur la nation centrafricaine apportant ainsi des jours meilleurs pour sa reconstruction.

Tous ensemble, nous réussirons

Le MCR

Envoyé depuis Courrier Windows